

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MALAQUIN - ISDND de Saint-Amand-les-Eaux

Lieu-dit Le grand Marais de la Bruyère
59230 Saint-Amand-Les-Eaux

Références : 2025-V2-122
Code AIOT : 0007000843

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2024 dans l'établissement MALAQUIN - ISDND de Saint-Amand-les-Eaux implanté Lieu-dit Le grand Marais de la Bruyère 59230 Saint-Amand-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi post-exploitation des installations de stockage des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALAQUIN - ISDND de Saint-Amand-les-Eaux
- Lieu-dit Le grand Marais de la Bruyère 59230 Saint-Amand-les-Eaux
- Code AIOT : 0007000843

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MALAQUIN, qui fait désormais partie du groupe SUEZ Recyclage et Valorisation, était soumise aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 avril 1995 modifié pour l'exploitation, à Saint-Amand-les-Eaux, d'un centre de stockage de déchets de type amiante-ciment (amiante lié) et pour l'enfouissement de résidus urbains et assimilables, de résidus d'incinération de résidus urbains et de rebuts de tri de résidus urbains et industriels, de boues de curage d'égouts urbains et de boues de stations d'épuration et de déchets industriels de type banal.

D'une capacité annuelle autorisée de 100 000 tonnes, le centre de stockage s'étend sur une surface de 25 hectares.

Par courrier adressé au Préfet le 31 octobre 2016, l'exploitant avait déclaré que le site ne recevait plus de déchets à compter de cette même date, alors qu'une autorisation d'exploitation avait été accordée pour une période de 30 ans par l'arrêté du 25 avril 1995 susvisé.

Un dossier de remise en état du site et de suivi post-exploitation a été déposé au Préfet le 15 février 2018. Son instruction a abouti à l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2018 imposant des prescriptions complémentaires pour le réaménagement et le suivi post-exploitation de ce centre de stockage de déchets non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accès au site	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Gestion des lixiviats - Autosurveillance	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 10.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Gestion des eaux pluviales - Rejets	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 11.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Surveillance des eaux souterraines - Réseau piézométrique	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 14.1	Demande d'action corrective	1 mois
15	Surveillance des eaux souterraines - Qualité des eaux	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 14.2	Demande d'action corrective	1 mois
16	Documents de suivi - Rapport annuel	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 15	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance du site	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 9	Sans objet
3	Levé topographique	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 6	Sans objet
4	Gestion des lixiviats - Aménagements	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 10.1	Sans objet
5	Gestion des lixiviats - Traitement	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 10.2	Sans objet
7	Gestion des eaux pluviales - Aménagements	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 11.1	Sans objet
9	Gestion des eaux pluviales - Transmission des résultats d'autosurveillance	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 7.2	Sans objet
10	Gestion du biogaz - Captage	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 13.1	Sans objet
11	Gestion du biogaz - Collecte	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 13.2	Sans objet
12	Gestion du biogaz - Torchère	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 13.3	Sans objet
13	Gestion du biogaz - Surveillance des rejets de la torchère	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 13.4	Sans objet
17	Suivi - Rapport de synthèse	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 16	Sans objet
18	Garanties Financières - Attestation	AP Complémentaire du 25/07/2018, article 18.3	Sans objet
19	Servitudes d'utilité publique	Code de l'environnement du 27/03/2014, article L515-12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la présente inspection que le suivi post-exploitation du site de Saint-Amand-les-Eaux est correctement mené. Le site fait l'objet de surveillances et d'entretien.

A l'issue de cette inspection, des demandes d'actions correctives, demandes de justificatifs et des observations ont été formulées. Il appartient à l'exploitant d'apporter les éléments de réponse dans les délais imposés.

Enfin, il est noté que les procédures d'instauration des servitudes doivent être relancées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité
Prescription contrôlée : La clôture existante, d'une hauteur de 2 mètres, doit être maintenue en état en permanence, afin d'empêcher l'accès au site. Par ailleurs, les portails d'accès doivent rester fermés à clef en dehors de la présence de personnel de l'entreprise pour les rondes de surveillance, la surveillance des installations de gestion des eaux pluviales, lixiviats, biogaz et autres et les prélèvements effectués dans le cadre des prescriptions prévues par le présent arrêté.
Constats : Lors de la présente inspection, il a été observé la présence d'une clôture sur toute la périphérie du site ou d'éléments naturels (cours d'eau) rendant inaccessible le site. Lors de la visite, quelques dégradations au niveau de la clôture en place ont été observées. L'exploitant s'est engagé à mener les réparations sans délais. Pour accéder au site, il a également été constaté que les portails d'accès au site étaient fermés à clé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le respect des engagements pris, l'exploitant transmettra les justificatifs de la bonne réalisation des travaux de réparation de la clôture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Surveillance du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : Le contrôle du site, l'entretien des espaces verts, des plans d'eau, des fossés, des clôtures et le

<p>réglage de l'ensemble des installations concourant à la surveillance et au maintien de la sécurité du site doivent être assurés par l'exploitant à des fréquences semestrielles et suivant des modalités qu'il aura préalablement définies et adressées à l'inspection des installations classées et, en tout état de cause, au plus tard, dans un délai de trois mois à dater de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une surveillance du site est mise en place. Cette surveillance est confiée à un technicien SUEZ affecté à cette mission.</p> <p>Il intervient également à chaque fois que nécessaire (gestion des lixiviats, de la torchère, interventions programmées sur le site, etc.)</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté un site correctement entretenu.</p> <p>Les modalités de surveillance établies par l'exploitant n'ont pas fait l'objet d'un examen lors de la présente inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Levé topographique

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Topographie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un levé topographique du site est effectué après la mise en place de la couverture finale. Ce levé sera complété chaque année par le suivi des tassements du site au moyen de points fixes judicieusement répartis sur la surface du site ou tout moyen technique équivalent.</p> <p>A la fin d'une première période de surveillance de cinq ans, un nouveau levé topographique complet du site et de l'ensemble des aménagements, réseaux et installations sera réalisé par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé réaliser le contrôle des points de tassement annuellement.</p> <p>Aucun élément relatif à ce suivi n'est repris dans le rapport annuel établi par l'exploitant et aucun document n'a été présenté en inspection pour le justifier.</p> <p>Observation 1 : L'exploitant précisera les modalités de réalisation du suivi annuel des tassements et d'enregistrement de ces suivis.</p> <p>Le rapport de fin de travaux a été établi en 2020. Aussi, il sera attendu la réalisation d'un nouveau levé topographique complet du site en 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des lixiviats - Aménagements

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 10.1</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aménagements du dispositif de collecte des lixiviats, tels que prévus à l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2005 susvisé et rappelés dans le dossier de cessation d'activité adressé à la préfecture le 15 février 2018, doivent être maintenus et entretenus.</p> <p>Toutefois, conformément au bilan hydrique post-exploitation figurant dans le dossier déposé par l'exploitant le 15 février 2018, seul le bassin de stockage des lixiviats de 1800 m³ de capacité pourra être maintenu en fonctionnement, mais devra être équipé des dispositifs d'alerte et de secours suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement, • L'exploitant positionne une échelle dans le bassin et une bouée, ainsi qu'une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires à proximité immédiate du bassin.
<p>Constats :</p> <p>Seul le bassin lixiviats n°2 a été maintenu sur le site dans le respect des dispositions post-exploitation. Il s'agit d'un bassin d'un volume 1800 m³ (volume non vérifié en inspection). Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le bassin était équipé d'un dispositif d'arrêt et d'enclenchement automatique d'alimentation en lixiviats (avec des sondes de niveau Haut et de niveau Bas, avec l'envoi de SMS d'information au déclenchement de ces 2 niveaux). Sur place, il a été constaté la présence d'une échelle, d'une bouée et d'une signalisation adaptée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des lixiviats - Traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le traitement des lixiviats est réalisé dans une ou plusieurs installations différentes, externes au site et aptes à les traiter. Chacune des installations à qui l'exploitant prévoit de confier en vue de leur traitement les lixiviats produits par son établissement doit avoir préalablement conventionné avec la société MALAQUIN.</p> <p>Une copie des nouvelles conventions établies ou du renouvellement des conventions actuelles doit être adressée à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la date de signature.</p> <p>En tout état de cause, les lixiviats de décharges constituant des déchets, ils ne peuvent être éliminés que dans des installations autorisées à traiter des déchets. A cet effet, et dans la mesure du possible, l'exploitant privilégiera le traitement des lixiviats selon la hiérarchie suivante :</p> <p>1. Traitement dans une installation implantée dans une installation de stockage de déchets non dangereux disposant des autorisations nécessaires.</p>

2. Traitement dans une installation autorisée à recevoir ce type d'effluents.
<p>Constats :</p> <p>Le traitement des lixiviats collectés est assuré en externe, par campagne d'enlèvement en fonction du degré de remplissage du bassin.</p> <p>En 2024, 2 filières successives ont été utilisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la station externe de WWT en Belgique (arrêt des expéditions en octobre 2024) ; - la station d'épuration urbaine Jacques Monod à Calais. <p>Des éléments du rapport annuel 2024, il ressort les volumes traités suivants : 8419 m³ en Belgique et 1354 m³ à Calais.</p> <p>L'examen des conventions établies avec la filière de traitement définie n'a pas été mené lors de la présente inspection.</p> <p>De la même manière, lors de la présente inspection, il n'a pas été vérifié que les filières de traitement des lixiviats utilisées disposaient de l'autorisation nécessaire à l'acceptation de ces déchets. Ce point pourra faire l'objet d'une vérification lors d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des lixiviats - Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des lixiviats produits doit faire l'objet d'un suivi suivant les prescriptions du paragraphe 1 (données relatives aux rejets) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le respect des dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, une surveillance semestrielle de la composition des lixiviats est mise en place, dont les résultats sont repris dans le rapport annuel.</p> <p>L'examen de la liste des substances analysées, reprise dans le rapport annuel 2024, fait apparaître l'absence des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - COT ; - Chlorure ; - Sulfate ; - Phosphore total. <p>En outre, le bilan du suivi de la qualité des lixiviats repris dans le rapport annuel ne mentionne pas de positionnement de l'exploitant sur l'analyse à mener sur les substances dangereuses visées au paragraphe 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera de la mise en place du suivi complet de la qualité des lixiviats, dans le</p>

respect de la liste des paramètres fixés au paragraphe 1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.
En ce qui concerne les "autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau" visées au paragraphe 3 de l'annexe I, l'exploitant justifiera la liste des paramètres à retenir pour compléter cette surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Gestion des eaux pluviales - Aménagements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement internes au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, sont collectées conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2005 susvisé. Les ouvrages de traitement doivent être entretenus régulièrement et, a minima, une fois par an. Les pièces justificatives de cet entretien doivent être conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 3 années consécutives.
Constats : Les eaux pluviales de ruissellement du site sont collectées dans 2 bassins distincts : - le bassin EP n°2 pour la collecte des voiries internes ; - le bassin EP n°1 pour la collecte du dôme et des talus périphériques. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été interrogé sur le maintien du séparateur Hydrocarbures au niveau du réseau de collecte des eaux de voirie. Observation 2 : L'exploitant précisera si le séparateur Hydrocarbures a été maintenu sur le site. Le cas échéant, il transmettra les justificatifs d'entretien de cet équipement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des eaux pluviales - Rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet. Les points de rejet seront aménagés de façon à permettre les prises d'échantillons aux fins d'analyses.

<p>Le volume et la qualité des eaux de ruissellement rejetées doivent faire l'objet d'un suivi suivant les prescriptions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017. La fréquence des prélèvements et analyses doit respecter les dispositions du paragraphe 1 (données relatives aux rejets) de l'annexe II dudit arrêté ministériel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les vannes de rejets installées à la sortie des 2 bassins de collecte des eaux pluviales sont maintenues fermées et disposent d'un régulateur de débit pour assurer le respect du débit de fuite au milieu naturel à l'ouverture des vannes.</p> <p>Le contrôle de la qualité des eaux contenues dans les 2 bassins est réalisé semestriellement par prélèvement dans les bassins, dans le respect de la fréquence de surveillance prévue à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.</p> <p>L'ouverture des vannes est conditionnée aux résultats de la qualité des eaux collectées et leur conformité aux valeurs limites reprises à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.</p> <p>Les résultats de cette surveillance sont repris dans le rapport annuel. Le rapport annuel 2024 ne mentionne pas le positionnement de l'exploitant sur l'analyse à mener sur les substances dangereuses visées au paragraphe 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera l'absence de surveillance, dans les eaux de ruissellement, des "autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau" visées au paragraphe 3 de l'annexe I ".</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Gestion des eaux pluviales - Transmission des résultats d'autosurveillance

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des mesures réglementaires des rejets d'eaux pluviales prévues à l'article 9 ci-après sont saisis sur le site de télé déclaration (GIDAF) du Ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois suivant la date de réception des résultats d'analyses, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats de l'autosurveillance mise en place sur les eaux pluviales de</p>

<p>ruissellement via GIDAF.</p> <p>Cependant, l'examen du cadre GIDAF tenu à disposition de l'exploitant pour transmettre son autosurveillance a révélé qu'il n'a pas été modifié et qu'il correspond au cadre de surveillance du site en phase d'exploitation.</p> <p>Le cadre de surveillance doit être modifié par l'inspection des installations classées pour qu'il corresponde aux obligations réglementaires de l'exploitant en matière de surveillance post-exploitation.</p> <p>Les résultats des analyses menées sur la qualité des eaux pluviales de ruissellement sont également synthétisés dans le rapport annuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion du biogaz - Captage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les casiers sont équipés d'un système de drainage des gaz de décomposition des déchets. Ce système collecte les gaz issus de tous les niveaux de la masse des déchets enfouis.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il a été observé la présence d'un système de captage du biogaz et en particulier, sur le dôme, la présence de têtes de puits.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Gestion du biogaz - Collecte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 13.2
Thème(s) : Risques chroniques, Biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le biogaz extrait des puits cités ci-dessus est transporté par des réseaux de canalisations aboutissant à une unité de destruction (torchère).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il a été observé la présence d'une torchère en état de fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Gestion du biogaz - Torchère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 13.3
Thème(s) : Risques chroniques, Biogaz
Prescription contrôlée :

Elle doit respecter les dispositions suivantes :

- flamme non apparente,
- rallumage automatique,
- combustion totale des gaz avant sortie du tube de flamme,
- vanne d'arrêt du gaz à fermeture rapide et automatique ou commandée à distance pour tout défaut de fonctionnement,
- dispositif d'arrêt de flamme,
- mesure en continu de la température des gaz de combustion,
- régulation automatique de la combustion,
- température minimale de combustion de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde, mesurée en continu avec système d'enregistrement,
- débit du biogaz suivi en continu.

Constats :

L'ensemble des caractéristiques de l'installation de destruction du biogaz n'a pas été vérifié lors de la présente inspection.

Par sondage, les éléments suivants ont été vérifiés le jour de la visite :

- la température de la flamme est de 1000°C ;
- le débit du biogaz est 13 m³/h ;
- le système enregistre le cumul d'heures et la quantité de biogaz en m³ traités (depuis le début de la mise en route de la torchère).

Le relevé des informations enregistrées est effectué à chaque visite de surveillance sur site.

L'exploitant a précisé que le dispositif était équipé d'un système d'alerte par SMS portant sur les arrêts et redémarrages de l'installation, ce qui lui permet le suivi et de connaître l'état de l'installation à distance.

Le contrôle technique de l'installation est confié à un prestataire extérieur qui intervient en maintenance préventive trimestriellement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Gestion du biogaz - Surveillance des rejets de la torchère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 13.4

Thème(s) : Risques chroniques, Biogaz

Prescription contrôlée :

Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an.

Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

- SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ;

- CO : 150 mg/Nm³.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 15 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène. Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

Constats :

Le contrôle annuel des rejets atmosphériques de la torchère est confié au laboratoire APAVE. Les résultats de ce contrôle sont repris dans le rapport annuel.

L'examen du rapport annuel 2024 permet d'établir les éléments suivants :

- les mesures ont été réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté post-exploitant (contrôle a minima de la température, SO₂ et CO) ;
- les résultats présentés établissent la conformité du rejet aux valeurs limites imposées ;
- le temps de fonctionnement de l'installation de destruction du biogaz n'y est pas mentionné (**ce point fera l'objet d'une demande d'action corrective mentionnée au point de contrôle n°16 : Document de suivi - Rapport annuel**).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance des eaux souterraines - Réseau piézométrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 14.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant exerce un suivi de la qualité des eaux souterraines circulant sous le site à partir du réseau de contrôle actuellement en place, modifié comme suit :

	Situation	Repère	Positionnement hydraulique
P i é z o m é t r i e e x i s t a n t e	Nappe alluviales et des sables landéniens	PZ2bis	Amont
P i é z o m é t r i e e x i s t a n t e	Nappe alluviales et des sables landéniens	PZ1	Aval
P i é z o m é t r i e e x i s t a n t e	Nappe alluviales et des sables landéniens	PZ3	Aval

P i é z o m é t r i e e x i s t a n t e	Nappe de la craie	PZ2	Aval
P i é z o m é t r i e s u p p l é m e n t a i r e	Nappe de la craie	PZ1C	Aval
P i é z o m é t r i e s u p p l é m e n t a i r e	Nappe de la craie	PZ3C	Amont

Ce réseau de surveillance est installé conformément au plan joint en annexe au présent arrêté.

Les piézomètres, réalisés conformément à la norme AFNOR FD X 31-614, doivent avoir fait l'objet d'un nivellement des têtes et être protégés efficacement contre les chocs de toute nature. Les têtes de piézomètres doivent être maintenues cadenassées en dehors des périodes de prélèvements.

Constats :

Sur place, il a été constaté de la présence des 4 piézomètres installés dans le périmètre ICPE du site (référencés selon le plan annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire PZ2, PZ2bis, PZ3 et PZ3C). Les piézomètres installés en dehors du périmètre ICPE n'ont pas été inspectés.

Sur place, il a été observé l'absence d'identification sur 2 piézomètres (défaut d'affichage normalement en place).

Les piézomètres observés semblent tous correctement protégés contre les chocs.

La conformité de la réalisation des piézomètres n'a pas été contrôlée lors de la présente inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant vérifiera l'ensemble du réseau piézométrique pour s'assurer du correct repérage des piézomètres conformément à la dénomination retenue et reprise sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral post-exploitation et remettra en place le marquage des piézomètres présentant un défaut d'affichage.

Le maintien de l'affichage des piézomètres sera à garantir dans le temps.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Surveillance des eaux souterraines - Qualité des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 14.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

La surveillance de la qualité des eaux souterraines doit être effectuée en conformité avec les prescriptions du paragraphe 2 (Surveillance des eaux souterraines) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé.

Les hauteurs piézométriques de chacune des deux nappes surveillées doivent être mesurées trimestriellement sur l'ensemble des piézomètres répertoriés à l'article 14.1 ci-dessus. Ces mesures doivent permettre, entre autres, de vérifier le sens d'écoulement des eaux souterraines en différentes périodes de l'année. Elle doit se faire sur des points nivelés.

Les prélèvements aux fins d'analyses effectués dans chacun des piézomètres susvisés seront effectués semestriellement, en périodes de hautes et basses eaux.

Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont les suivants :

	Substances à analyser
Paramètres physico-chimiques	Conductivité pH Potentiel d'oxydo-réduction M é t a u x t o t a u x ((Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn) NO ₂ - NO ₃ - NH ₄ + SO ₄ ²⁻ NTK Cl- PO ₄ ³⁻ K+ Ca ²⁺ Mg ²⁺ DCO MES COT AOX PCB HAP BTEX
Paramètres biologiques	DBO ₅
Paramètres bactériologiques	Escherichia coli Bactéries coliformes Entérocoques Salmonelles

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé suivant un protocole identique

dans le temps. Les résultats sont comparés aux qualités des eaux de nappes destinées à l'alimentation en eau potable.

Pour chaque puits, les résultats d'analyses doivent être consignés dans des tableaux de suivi comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, résultats d'analyses, ...).

L'exploitant fait parvenir la synthèse des résultats de mesure obtenus au titre du présent article à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception, accompagnée de ses commentaires éventuels sur l'évolution des ou de certains paramètres.

La modification du réseau et/ou de la fréquence des analyses ne pourra être envisagée que sur présentation d'un historique montrant une évolution satisfaisante des résultats et de l'avis d'un hydrogéologue expert.

Constats :

La surveillance de la qualité de la nappe superficielle et de la nappe de la craie, mise en œuvre sur le site sur le réseau piézométrique en place, a été confiée au laboratoire EUROFINs.

Les résultats de cette surveillance sont repris dans le rapport annuel.

L'examen du rapport annuel 2024 permet les constats suivants :

- les hauteurs piézométriques sont relevées trimestriellement sur les 6 piézomètres du réseau, sans interprétation particulière (absence de conclusion sur la vérification du sens d'écoulement des nappes à différentes périodes de l'année) ;
- les prélèvements et analyses sont réalisés semestriellement sur les 6 piézomètres du réseau ;
- l'exploitant respecte la fréquence et la liste des substances à analyser ;
- l'exploitant assure la consignation des résultats sur tableur lui permettant d'illustrer le rapport annuel d'une synthèse graphique des résultats et d'une interprétation de leur évolution depuis 2004.

L'exploitant assure également la transmission des résultats via GIDAF. Par contre, à l'instar de l'autosurveillance des eaux pluviales de ruissellement, le cadre de surveillance des eaux souterraines correspond au cadre de surveillance du site en phase d'exploitation.

Le cadre de surveillance doit être modifié par l'inspection des installations classées pour qu'il corresponde pas aux obligations réglementaires de l'exploitant en matière de surveillance post-exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apporter des éléments d'analyse des hauteurs piézométriques mesurées. Une conclusion est attendue sur l'interprétation du sens d'écoulement des nappes, en particulier pour la nappe superficielle où il pourrait être identifié un éventuel inversement de nappe en fonction de la période. En conséquence, l'interprétation des résultats repris dans le rapport annuel pour la période considérée pourrait être à revoir. Si tel est le cas, l'exploitant rééditera et transmettra son rapport annuel 2024 ainsi modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Documents de suivi - Rapport annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de synthèse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un rapport annuel de surveillance du site qu'il transmet à l'inspection des installations classées avant le 30 avril de l'année n + 1. Ce rapport doit comprendre un récapitulatif des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sécurité générale et entretien du site, • suivi des eaux souterraines, • suivi des eaux de surface, • suivi du biogaz, • suivi des lixiviats, • comptes rendus des visites régulières. <p>Le contenu du programme de suivi pourra être revu à l'issue du suivi quinquennal ou sur demande de l'administration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports annuels établis par l'exploitant sont transmis à l'inspection des installations classées de manière régulière et avant l'échéance réglementaire imposée. Le rapport annuel 2024 a été transmis par courrier du 20/02/2025 - reçu le 25/02/2025.</p> <p>Le rapport annuel comprend les éléments attendus repris à l'article 15 de l'arrêté, excepté les compte-rendus des visites régulières menées sur le site (en lien avec le point de contrôle n°2 - Surveillance du site).</p> <p>En lien avec les constats formulés au point de contrôle n°13 - Gestion du biogaz : Surveillance des rejets de la torchère, l'exploitant devra également compléter son rapport annuel de l'information suivante exigée par l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral post-exploitation : - le temps de fonctionnement de l'installation de destruction du biogaz.</p> <p>Enfin, en lien avec les constats et demande d'action corrective formulés au point de contrôle n°15 - Surveillance des eaux souterraines : Qualité des eaux, l'exploitant pourra également compléter la synthèse du suivi des eaux souterraines reprise dans le rapport annuel, des conclusions de l'interprétation de la mesure trimestrielle des hauteurs piézométriques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera ses prochains rapports annuels par, a minima, les éléments suivants : - les compte-rendus des visites régulières menées sur le site ; - le temps de fonctionnement de l'installation de destruction du biogaz.</p> <p>Il pourra également le compléter utilement des éléments suivants :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - la synthèse du suivi annuel des points tassements du site ; - les conclusions de l'interprétation de la mesure trimestrielle des hauteurs piézométriques (pour adapter en conséquence l'interprétation des résultats des analyses de la qualité des eaux).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 17 : Suivi - Rapport de synthèse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de synthèse
Prescription contrôlée : Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires. Sur cette base, l'exploitant peut proposer des travaux complémentaires de réaménagement final du casier.
Constats : Considérant que le rapport de fin de travaux a été établi en 2020, le rapport de synthèse prévu à l'article 16 sera à transmettre pour fin 2025 au plus tard.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Garanties Financières - Attestation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2018, article 18.3
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties Financières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, dans le mois qui précède l'échéance de la période en cours, le document attestant la constitution des garanties financières pour la période suivante.
Constats : Par courrier en date du 05/07/2022, l'exploitant a transmis au Préfet l'acte de cautionnement pour le renouvellement des garanties financières. L'attestation transmise fixe la date d'expiration au 30/11/2025. L'attestation de renouvellement des garanties financières sera à transmettre conformément aux dispositions prévues à l'article 18.4 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2018, soit 3 mois avant cette date d'échéance. Le montant des garanties financières établies est de 1 511 868,73 euros. Ce montant doit correspondre à l'actualisation du montant prévue à l'article 18.5 de l'arrêté préfectoral post-exploitation, qui prévoit a minima une révision tous les 5 ans.
Observation 3 :

L'exploitant accompagnera la transmission de la nouvelle attestation de constitution des garanties financières du détail du calcul de la dernière actualisation, justifiant du nouveau montant retenu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Servitudes d'utilité publique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2014, article L515-12

Thème(s) : Situation administrative, Servitudes

Prescription contrôlée :

Afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, les servitudes prévues aux articles L. 515-8 à L. 515-11 peuvent être instituées sur des terrains pollués par l'exploitation d'une installation, sur l'emprise des sites de stockage de déchets ou dans une bande de 200 mètres autour de la zone d'exploitation, ou sur l'emprise des sites d'anciennes carrières ou autour de ces sites sur des surfaces dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone. Ces servitudes peuvent, en outre, comporter la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol ou du sous-sol, la limitation des usages du sol, du sous-sol et des nappes phréatiques, ainsi que la subordination de ces usages à la mise en œuvre de prescriptions particulières, et permettre la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.

Dans le cas des installations de stockage des déchets, ces servitudes peuvent être instituées à tout moment. Elles cessent de produire effet si les déchets sont retirés de la zone de stockage.

Constats :

Deux procédures d'instauration de servitudes d'utilité publique ont été initiées en parallèle de la cessation d'activité du site.

Elles concernent :

- la zone d'exploitation définitive ;
- la bande de 200 m autour de cette zone d'exploitation.

Après enquête publique, les suites administratives à réserver à ces procédures ont fait l'objet de deux rapports de l'inspection des installations classées, datés du 30/05/2019, proposant au Préfet de surseoir à l'instruction de ces demandes d'instauration de servitudes, dans la mesure où les propriétaires des terrains visés n'ont pas eu communication des projets de servitudes avant l'enquête publique.

Un point de situation a été fait avec l'exploitant le jour de l'inspection.

Il s'avère que les procédures administratives sont toujours en cours. Un rapport distinct de l'inspection des installations classées reprendra le sujet.

Type de suites proposées : Sans suite